Annexe 1 – Effectif transféré

	Cadre d'Emploi	Statut	Modalité de transfert
1	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
2	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
3	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
4	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
5	Attaché Territorial	Titulaire	Transfert de droit
6	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
7	Rédacteur Territorial	Titulaire	Transfert de droit

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE TRANSFERT
DE PERSONNEL A LA COMMUNE DE MARTIGUES RESULTANT
DES PRECISIONS DE LA CONSISTANCE DE LA COMPÉTENCE
« ANIMATION ET COORDINATION DE DISPOSITIFS LOCAUX DE
PREVENTION DE LA DELINQUANCE »**

Entre

La Métropole Aix-Marseille-Provence, sise 58 boulevard Charles Livon – 13307 Marseille, représentée par sa présidente, Madame Martine VASSAL,

Ci-après désignée : « la Métropole », d'une part,

Et

La Commune de Martigues, sis Hôtel de Ville de Martigues, Avenue Louis Sammut – 13500 MARTIGUES, représentée par son Maire, Monsieur Gaby CHARROUX,

d'autre part,

En application des dispositions combinées des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, la métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

En application de la loi NOTRe, il est proposé de réserver à l'échelon métropolitain un rôle stratégique d'animation et de coordination qui pourra se traduire par, d'une part, la mise en place d'une instance intercommunale de type Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et, d'autre part, par la définition de la Stratégie Métropolitaine de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

L'échelon communal est quant à lui compétent pour les actions de proximité de prévention et pour les actions d'accès au droit (mise en œuvre de dispositif de sécurité et de prévention des espaces urbains, actions dans le champ de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, actions éducatives de prévention) ainsi que pour la coordination de CLSPD présidés par les maires.

Ainsi les sept agents exerçant leurs fonctions dans le cadre des missions relatives à la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » et relevant de l'échelon communal sont transférés à la Commune de Martigues.

Les modalités de ce transfert de personnels sont soumises aux dispositions prévues par les articles du Code Général des Collectivités Territoriales.

Concernant les sept agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence transférée, l'article L. 5211-4-1 IV bis 2° du CGCT indique que la répartition des fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires contractuels transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres.

Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès des communes. Elle est notifiée aux agents territoriaux contractuels et aux fonctionnaires concernés.

Il convient par conséquent de fixer les termes de cette convention qui concerne les sept agents exerçant la totalité de leurs fonctions sur la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de décider d'un commun accord de la répartition des personnels qui sont liés pour la totalité de leurs fonctions à la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Article 2 – MODALITES DE TRANSFERT

Les sept agents (fonctionnaires) en fonction au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et chargés pour la totalité de leurs fonctions de la mise en œuvre de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance », sont transférés à la Commune de Martigues à compter du 1^{er} janvier 2020.

	Cadre d'Emploi	Statut	Modalité de transfert
1	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
2	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
3	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
4	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
5	Attaché Territorial	Titulaire	Transfert de droit
6	Adjoint Administratif	Titulaire	Transfert de droit
7	Rédacteur Territorial	Titulaire	Transfert de droit

Article 3 – PERSONNELS TRANSFERES

La présente convention sera notifiée à chacun des sept agents concernés.

Ces agents seront repris par la Commune de Martigues dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Un arrêté de nomination par voie de transfert sera pris pour chacun des agents par le Maire de la Commune de Martigues.

Article 4 – ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci.

Article 5 - LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à le.....

En deux exemplaires

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence
La Présidente

Pour la Commune de Martigues
Le Maire

Martine VASSAL

Gaby CHARROUX